



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

Syrie

Question au Gouvernement n° 3928

Texte de la question

SYRIE

M. le président. La parole est à M. Bruno Bourg-Broc, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.

M. Bruno Bourg-Broc. Ma question s'adresse à M. le ministre des affaires étrangères et européennes.

Monsieur le ministre d'État, je crois pouvoir dire, au nom de l'ensemble des députés du groupe UMP, mais aussi de tous nos collègues, que nous sommes extrêmement préoccupés par la tournure toujours plus dramatique des événements de Syrie. Cette nuit, une nouvelle fois, la ville d'Homs a été pilonnée sans relâche, et la très longue liste des morts qui sont à déplorer depuis le début de la répression s'est encore allongée. Ce nouveau bain de sang, dans l'un des principaux foyers de contestation du régime en place, se poursuivait ce matin avec un autre assaut des forces de Bachar el-Assad.

Avec nos partenaires, nous n'avons pas ménagé nos efforts au Conseil de sécurité - et vous-même en particulier, monsieur le ministre d'État - afin que des sanctions soient prises contre ce régime sanguinaire.

Malheureusement, samedi dernier, les Russes et les Chinois ont encore opposé leur veto à l'adoption d'une résolution du Conseil de sécurité condamnant la répression en Syrie. Ce blocage donne véritablement un permis de tuer à Bachar el-Assad.

À l'instar de nombreux pays, nous venons de rappeler notre ambassadeur en Syrie. Les monarchies du Golfe ont expulsé les ambassadeurs syriens de leur territoire. Le Président de la République a fait part de sa volonté de créer un groupe des amis du peuple syrien, en soutien au plan de la Ligue arabe.

Monsieur le ministre d'État, que pouvons-nous faire ? Quelles mesures la communauté internationale peut-elle prendre pour mettre fin à ces exactions ? (*Applaudissements sur les bancs des groupes UMP et NC.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre d'État, ministre des affaires étrangères et européennes.

M. Alain Juppé, *ministre d'État, ministre des affaires étrangères et européennes*. Monsieur le président, mesdames et messieurs les députés, la semaine dernière, en réponse à une question de Jean-Christophe Lagarde, je disais qu'une lueur d'espoir était apparue au Conseil de sécurité où je m'étais rendu.

Malheureusement, quelques jours plus tard, la Russie, suivie par la Chine, opposait son veto au projet de résolution que nous avons préparé.

Je voudrais souligner que les treize autres membres du Conseil de sécurité, y compris l'Inde, le Pakistan et l'Afrique du Sud, ont approuvé ce projet de résolution.

Je crois qu'il y a très peu de chose à attendre de la visite du ministre russe des affaires étrangères, qui a lieu actuellement à Damas. Il est probable que Bachar el-Assad fera des promesses qu'il ne tiendra pas.

Que pouvons-nous faire ? On nous parle d'une intervention militaire en Syrie, comme celle que nous avons menée en Libye. Les circonstances sont radicalement différentes. Nous n'obtiendrons pas de mandat du Conseil de sécurité. Par ailleurs, le risque de guerre civile, dans un pays divisé entre communautés antagonistes, serait maximal.

Notre diplomatie se déploie donc selon trois axes. Elle vise d'abord à réunir les amis du peuple syrien : les treize membres du Conseil de sécurité qui ont voté la résolution, les partenaires de l'Union européenne, les grands pays émergents, comme la Turquie, pour accentuer nos pressions, d'une part sur ceux qui bloquent la situation, d'autre part sur Bachar el-Assad lui-même.

Deuxièmement, à Bruxelles, nous allons à nouveau alourdir les sanctions, notamment celles qui pèsent sur la

Banque centrale de Syrie.

Troisièmement, nous soutenons l'opposition syrienne. J'ai encore rencontré hier le président du Conseil national syrien, M. Ghalioun, pour l'assurer de notre soutien et voir avec lui comment nous pouvons l'aider à organiser et à ouvrir le Conseil national syrien.

Depuis des mois, le peuple syrien est martyrisé. Son supplice restera une tache morale sur l'image du Conseil de sécurité des Nations unies. La France, elle, ne renonce pas à aider ce peuple ami, courageux et martyrisé. *(Applaudissements sur les bancs des groupes UMP et NC, et sur plusieurs bancs du groupe SRC.)*

Données clés

Auteur : [M. Bruno Bourg-Broc](#)

Circonscription : Marne (4^e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3928

Rubrique : Politique extérieure

Ministère interrogé : Affaires étrangères et européennes

Ministère attributaire : Affaires étrangères et européennes

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 9 février 2012

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 9 février 2012